



MISSION DE COORDINATION DE SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

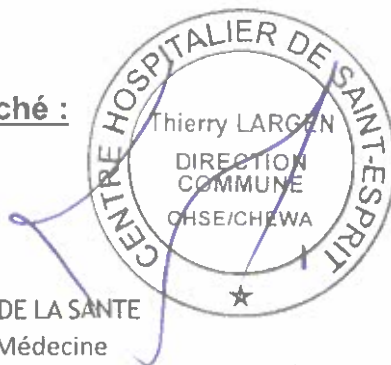
**POUR LA REHABILITATION DU BÂTIMENT MEDECINE
DE L'HÔPITAL DU SAINT-ESPRIT**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Pouvoir Adjudicateur :
CHU DE LA MARTINIQUE Directeur des Achats

**Cedex CS 90632 – Lieudit La Meynard
97261 Fort de France**

Personne Responsable de l'Exécution du Marché :
Directeur du CH SE



CCTP - MARCHÉ DE COORDINATION DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ
CH SE Hôpital du Saint-Esprit – Réhabilitation du bâtiment Médecine

SOMMAIRE

S O M M A I R E

1. OBJET DE L'OPERATION	4
2. MISSIONS CONFIEES	5
2.1. Domaine-----	5
2.2. Missions-----	5
3. CONTENU DE LA MISSION	5
4. CONDITIONS D'EXECUTION	5
5. DESIGNATION DU COORDONNATEUR SPS	6
6. DEFINITION DES MISSIONS DU COORDONNATEUR SPS	6
6.1. Phase 1 : Etudes-----	6
6.2. Phase 2 : Réalisation-----	7
6.3. Phase 3 : Réception-----	9

Préambule :

La mission, objet du présent marché, concerne la coordination de la sécurité et de la protection de la santé dans le sens de la réglementation fixée par le Code du Travail, livre V, titre III, chapitre II – Coordination lors des opérations de bâtiment et de génie civil.

Cette indication n'est pas exhaustive. Le CSPS est réputé connaître l'ensemble de la réglementation en vigueur en matière de sécurité et de protection de la santé dans les opérations de bâtiment et de génie civil.

Les dispositions spécifiques à l'opération concernée, prévues par le Maître d'Ouvrage conformément à la réglementation, précisent et complètent les dispositions générales et réglementaires. L'ensemble de ces dispositions à respecter est indissociable.

1. OBJET DE L'OPERATION

Le CH SE souhaite entreprendre la réhabilitation du bâtiment de Médecine.

Le site est en zone inondable et les bâtiments sont considérés par le CH SE comme étant « en fin de vie ».

La réhabilitation du bâtiment de Médecine se situe dans un projet global dans lequel le CH SE a entrepris des études pour reconstruire l'ensemble Hospitalier sur un autre site au Saint-Esprit. D'ici 4 ans environ, le site actuel et l'ensemble des bâtiments seront cédés à la Ville du Saint-Esprit.

Eu égard à ce déménagement prochain, il convient donc de réaliser les travaux à bon escient avec un budget au plus juste, des délais resserrés pour permettre une exploitation correcte et sécurisée dans le respect des patients et du personnel. Il importe au CH SE de réduire autant que possible les délais et les coûts tout en maîtrisant les risques contentieux.

Les travaux seront réalisés en site occupé. Pour ce qui est des travaux intérieurs, ils s'organiseront étage par étage, un étage après l'autre préalablement vidé, pendant que les autres seront occupés et en exploitations.

D'ores et déjà, il apparaît nécessaire de s'attacher à la bonne définition et mise en œuvre des travaux à entreprendre eu égard à l'amiante présente dans les cages d'escalier. Un diagnostic DAT a été réalisé en ce sens par le CH SE. L'option d'encapsulage sera privilégiée.

Une attention particulière doit être portée également sur la résorption des dysfonctionnements du réseau eaux usées sous la dalle du RDC. Il sera mis en œuvre une solution qui se dispense de travaux sous la dalle du RDC.

Le projet de réhabilitation se déroulera au sein d'un immeuble où de l'amiante a été détecté et prévoit des travaux d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante.

Les études MOE ont été menées au stade PRO.

Le Permis de Construire a été déposé mi-novembre 2024

La mission du Titulaire débutera avant l'attribution des marchés travaux.

Montant prévisionnel des travaux : 2 400 000€ HT

Durée prévisionnelle des travaux : 07 mois

Pour autant, eu égard aux aléas potentiels relatifs aux travaux de réhabilitation, il convient de considérer

un délai maximum du marché du Titulaire de 12 mois hors période de GPA Garantie de Parfait Achèvement.

2. MISSIONS CONFIEES

2.1. Domaine

☒ Réhabilitation

2.2. Missions

Le coordonnateur interviendra dans les conditions fixées par les articles L. 4211-1 et 2, L. 4531-1 à 3, L. 4532-1 à 18 et R. 4532-1 à 4533-7 du code du travail, ainsi que par les dispositions du CCAP, de l'AE et du présent CCTP.

L'intervention du coordonnateur a pour objet l'exécution des missions définies ci-dessous relatives :

☒ A la phase de réalisation

Niveau du CSPS : 2

En complément des missions définies, il est imposé au titulaire les prescriptions suivantes :

Présence en réunion préalable à la contractualisation des marchés de travaux	1 réunion avant contractualisation des marchés de Travaux
Présence aux réunions de chantier compris visite attenante	A minima 4 fois par mois
Visites inopinées	A minima 1 fois par mois en dehors des réunions de chantier

3. CONTENU DE LA MISSION

La mission du Coordonnateur SPS comporte les trois phases suivantes :

- Phase 1 : PRO / DCE avant contractualisation des marchés de Travaux
- Phase 2 : Réalisation
- Phase 3 : Réception

L'ensemble des délais de remise des documents est défini à l'article 8.2 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

4. CONDITIONS D'EXECUTION

Le CSPS interviendra dans les conditions fixées par la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, ainsi que par les décrets n° 94-1159 du 26 décembre 1994 et n° 2003-68 du 24 janvier 2003.

Il veille à la mise en œuvre des principes de prévention et à prendre toutes les dispositions nécessaires dans le cadre de sa mission. Il interviendra autant que de besoin auprès des intervenants pour la mise en application de ces dispositions.

Il est rappelé, d'après l'article L 235-5 du Code du Travail, que son intervention ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des intervenants à l'acte de construire, en application d'autres dispositions dudit Code.

Le CSPS dispose d'une compétence définie au sens de l'article R 238-6 du Code du Travail.

Il informe le Maître d'Ouvrage des mesures prises ainsi que des difficultés rencontrées et des litiges pour lesquels aucune solution n'a été trouvée afin que celui-ci puisse prendre, s'il y a lieu, les mesures nécessaires, notamment en cas de découverte de travaux présentant des risques particuliers relevant de la liste fixée par arrêté (arrêté du 25 février 2003 pris pour l'application de l'article L 235-6 du Code du Travail).

Il ne dispose d'aucune délégation de pouvoir du Maître d'Ouvrage ni d'aucun intervenant sur le chantier.

Le CSPS n'est pas un constructeur au sens de l'article 1792-1 du Code Civil.

Le titulaire s'engage, s'il ne remplit pas cette condition à la date de la signature du contrat, à effectuer la formation spécifique de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé correspondant au niveau de compétence considéré pour l'objet du présent marché, conformément aux échéances fixées par la réglementation

5. DESIGNATION DU COORDONNATEUR SPS

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de récuser la personne physique désignée si elle n'exerce pas sa mission conformément à ses obligations réglementaires et/ou contractuelles.

Le titulaire s'engage à présenter à l'agrément du Maître d'Ouvrage le **suppléant** qui sera amené à intervenir en cas d'empêchement : congés, maladie, etc. dans les délais raisonnables avec le déroulement de la mission, dont les compétences en matière de coordination SPS seront identiques et justifiées dans les mêmes conditions.

Tout changement de coordonnateur SPS en cours de mission devra préalablement être validé par l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage et le maître d'ouvrage.

6. DEFINITION DES MISSIONS DU COORDONNATEUR SPS

En complément des dispositions de l'article R 4532 du Code du Travail définissant les missions du coordonnateur, les précisions suivantes sont apportées.

6.1. Phase 1 : PRO avant contractualisation des marchés de Travaux

Il effectue une visite préalable avec le maître d'œuvre.

Il suggère, si besoin, les investigations complémentaires et diagnostics à mener.

Le coordonnateur, lors des choix architecturaux, analyse le projet et évalue les risques inhérents à la conception de l'ouvrage.

Il participe à toutes les réunions organisées en phases précontractuelles des travaux auxquelles il est convié et a minima :

- **1 réunion PRO avec le MOE et le MOA avant contractualisation des lots Travaux**

Il ouvre le Registre Journal (RJ) dès la signature du contrat, dans lequel il enregistre :

- les avis et observations qu'il estime nécessaire de faire ainsi que les réponses éventuelles ; si ceux-ci font l'objet d'échanges de courrier, une inscription sommaire indique qu'ils sont annexés au registre ;
- les avis émis sur les dossiers d'étude relativement à la prévention tant en réalisation qu'en intervention ultérieure. Ils sont complétés des suites données s'il y a lieu.

Suite à sa participation aux réunions, à son analyse des dossiers, des études, des plannings, des diagnostics :

- Il identifie les risques architecturaux, techniques, d'organisation pour la période de construction et la maintenance ultérieure de l'ouvrage ;

- Il émet des observations ou propositions de toute nature permettant la gestion satisfaisante des risques pour les futurs travaux et pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage ;
- Il argumente la prise en compte de ses propositions avec le Maître d'Ouvrage et/ou le maître d'œuvre et émet un avis sur les préconisations du maître d'œuvre ;
- Il consigne ses observations, préconisations et avis dans le Registre Journal.

Il examine les dispositions à prendre par les entreprises pour que les seules personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Il élabore le Plan Général de Coordination (PGC) ou, s'il y a lieu, le PGC simplifié, qui précisera :

- quel lot/corps d'état aura à sa charge l'installation de chaque mesure collective décidée ;
- quel lot/corps d'état aura en charge l'entretien, en cohérence avec la présence du lot/corps d'état sur le chantier ;
- les dispositions à prendre en cas de dégradation abusive ou répétée de l'installation collective.
- Les dispositions à prendre au regard du risque épidémique COVID 19 si celui-ci est toujours en cours ou survient à nouveau.

Il prévoit chaque fois que l'opération le permet, la mise en commun de moyens (installations sanitaires, moyens de levage, échafaudages, etc.) et précise dans le PGC, pour chaque moyen concerné, les modalités pratiques d'organisation concertée et de mise en œuvre avec les intervenants concernés.

Il donne priorité aux protections collectives sur les protections individuelles, y compris par l'installation des équipements définitifs en concertation avec le maître d'œuvre.

Il tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et si besoin organiser, en présence du maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage, l'inspection des lieux.

Il établit le projet de Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) au plus tard dans un délai fixé dans le présent contrat après la prise de connaissance des études de projet (PRO/DCE). Le DIUO regroupe toutes les mesures prises pour faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Il assiste le Maître d'Ouvrage à l'établissement de la Déclaration Préalable au moment du Permis de Construire (PC) ou 30 jours avant le début des travaux lorsque le PC n'est pas requis.

Il établit la liste des dispositions que les entreprises doivent préciser au moment de la consultation et veiller à leur intégration dans le règlement particulier de consultation.

Il émet un avis sur les offres des entreprises avant attribution des marchés, notamment en cas de variantes.

6.2. Phase 2 : Réalisation

Au préalable, il rédige la ou les déclarations nécessaires aux organismes tels que l'inspection du travail, l'OPPBT et la CRAM et les soumet au Maître d'Ouvrage (via l'Assistant au Maître d'Ouvrage) qui les transmettra.

Il organise les inspections communes avec les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes sur les chantiers où sont traitées la coordination de leurs activités simultanées ou successives ; il fixe les modalités de l'utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales et organise leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.

Il participe aux réunions de chantier et visite le chantier à cette occasion à minima 4 fois par mois ;

Il organise 1 visite inopinée ou participe à une réunion spécifique à minima une fois par mois ;

Il met à jour et adapte, pendant toute la durée des travaux, le Plan Général de Coordination qui sera archivé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage. Il doit pouvoir être consultable sur le chantier par :

- le médecin du travail,
- les membres du CHSCT sur le chantier des entreprises,
- les membres du CISSCT si besoin,
- l'inspection du Travail, l'OPPBT, le CRAM et leur être adressable sur leur demande.

Le coordonnateur harmonise et complète le Plan Général de Coordination (PGC) en fonction de l'évolution du chantier et des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) des entreprises. S'il y a lieu, il établira un PGC simplifié et s'assurera de l'établissement de PPSPS simplifiés. Il est tenu de :

- communiquer, dès la conclusion du contrat, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir, les noms et adresses des entrepreneurs contractants,
- transmettre sur leur demande, à chaque entrepreneur, les PPSPS établis par les autres entrepreneurs,
- communiquer obligatoirement, dans le cas d'opérations de construction de bâtiment, aux autres entrepreneurs les PPSPS des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers dont la liste est fixée par arrêté ministériel. Il est important pour les entreprises de connaître les risques internes à chacune d'elles, lesquels sont éventuellement susceptibles d'avoir des incidences de coactivité.

A réception des PPSPS ou des PPSPS simplifiés, le coordonnateur vérifie leur conformité avec les dispositions du PGC ou du PGC simplifié. Si nécessaire, il procède à des adaptations du PGC ou fait harmoniser les PPSPS entre eux et/ou par rapport à ce plan.

Le coordonnateur informe le maître d'œuvre de ses avis sur les PPSPS de manière à ce qu'il puisse, en connaissance de cause, émettre les ordres de service de commencement des travaux.

Le coordonnateur veille à ce que les entreprises aient pris les dispositions nécessaires et suffisantes pour que l'accès au chantier ne soit rendu possible qu'aux seules personnes autorisées comme indiqué au PGC ou, à défaut, par des dispositions contractuelles.

Pour l'exercice de ses prestations, il appartient au coordonnateur de rédiger, reproduire et diffuser les documents qu'il est appelé à produire dans le cadre de sa mission et dont il définit les caractéristiques avec le PGC :

- Le coordonnateur bénéficiera des installations mises en place par les entreprises permettant d'organiser les réunions prévues par les textes réglementaires.
- Le coordonnateur prendra à sa charge les frais de secrétariat correspondants à ses obligations. Il se chargera d'adresser les courriers en au moins un exemplaire aux destinataires concernés.
- Les prix proposés par le coordonnateur tiennent compte des frais de fonctionnement du collège inter-entreprises, si les conditions d'exécution du chantier imposent sa mise en place.
- Aucun ordre d'interrompre le chantier ne pourra être donné par le coordonnateur, sans accord express du maître d'ouvrage, **sauf en cas de danger grave et imminent**.
- Le coordonnateur ne pourra exiger aucune solution susceptible d'avoir des incidences financières sans avoir l'accord express du Maître d'Ouvrage et après avis du maître d'œuvre.
- Il appartient au coordonnateur d'adresser au Comité d'Hygiène, de Sécurité et de Conditions de travail ou à défaut aux délégués du personnel des entreprises ou établissements présents sur le site, les procès-verbaux du collège.

En cas de risque grave et immédiat, mettant en cause la vie de personnes sur le chantier, des riverains, des usagers ou du personnel de l'établissement dans lequel les travaux sont réalisés, le coordonnateur SPS a autorité pour arrêter les travaux sur la zone présentant des risques ou pour interdire l'usage de matériels présentant des risques (engins de levage par exemple).

Dans ce cas, le coordonnateur précisera sur le Registre Journal :

- La date et l'heure de sa décision,
- Le type de travaux, la zone et/ou le matériel concerné,
- Les risques constatés et les raisons de sa décision,
- La suite donnée par lui-même pour remédier à la situation.

Cette décision sera confirmée au responsable de l'entreprise et au Maître d'Ouvrage par lettre recommandée avec avis de réception.

Pour obtenir l'autorisation de reprise, l'entreprise informera le Maître d'Ouvrage qui validera, selon les moyens de son choix, les mesures prises pour faire cesser cette situation.

Le coordonnateur fait part directement et sans délais de ses observations ou de ses constats d'anomalie aux intervenants concernés et les mentionne sur le Registre Journal. Chaque observation est visée par l'intervenant concerné. Si l'intervenant n'est pas présent au moment de l'observation, le coordonnateur la lui transmet par tout moyen.

L'observation doit lui être retournée visée sous 24h par le responsable de l'intervenant ou l'intervenant lui-même (exemple : mandataire du groupement).

Le coordonnateur transmet au Maître d'Ouvrage, par tout moyen approprié, toutes les observations portées au registre Journal dans un délai maximum de 48h après qu'elles aient été formulées.

Dans le cas de non prise en compte de ces observations, le coordonnateur informe le Maître d'Ouvrage

par écrit, lequel fera appliquer les dispositions qu'il jugera nécessaires.

Si le problème persiste ou en cas de récurrence, le coordonnateur propose au Maître d'Ouvrage de procéder à un arrêt partiel ou total des travaux, aux frais et risques du / des intervenant(s) à l'origine de la situation.

Le coordonnateur peut demander au Maître d'Ouvrage de pallier les manquements d'une entreprise concernant les mesures de prévention prescrites définies par le PGC par l'intervention d'une autre entreprise, aux frais du contrevenant.

Lorsqu'une personne non autorisée (sous-traitant non déclaré, entreprise n'ayant pas participé à l'inspection commune ou fourni un PPSPS, personne n'intervenant pas sur le chantier, etc.) est présente sur le chantier, le coordonnateur a autorité pour lui faire quitter l'enceinte du chantier et le mentionne dans le Registre Journal.

En cas de coactivités réputées dangereuses dans un même lieu, telles que :

- Opération de retrait d'amiante et tous travaux sur autres polluants,
- Utilisation de produits inflammables et travail avec source d'inflammation, travaux de VRD à proximité de travaux en façade,
- Pose de charpente et couverture avec tous autres travaux à l'aplomb,
- Travaux dégageant des poussières ou des travaux de projection en concomitance avec d'autres travaux,
- Pose de ragréage, de revêtement de sol simultanément à d'autres travaux,
- Essai de fonctionnement d'installations techniques (électricité, ventilation, chaufferie) avec tous autres travaux à proximité immédiate,
- Etc. *(Cette liste pourra être complétée suite à l'analyse des risques de l'opération)*

Le coordonnateur a **autorité pour arrêter les travaux** sur la zone présentant des risques et le mentionne dans le Registre Journal. La notification de ces arrêts est consignée au Registre Journal. Une copie du Registre Journal est transmise pour visa immédiatement au Maître d'Ouvrage, au maître d'œuvre et au responsable de l'entreprise concernée, par tous les moyens appropriés. Les reprises, décidées par le Maître d'Ouvrage et ses représentants, après avis du coordonnateur, sont également consignées dans le Registre Journal.

Le coordonnateur a la faculté d'organiser toute réunion qu'il juge utile avec les différents intervenants. Le Maître d'Ouvrage devra systématiquement être informé préalablement à la réunion.

En cas de litige entre le coordonnateur et le maître d'œuvre, une entreprise ou l'utilisateur de l'établissement dans lequel ou pour lequel les travaux sont réalisés, c'est le Maître d'Ouvrage qui arbitrera.

En cas de crise COVID ou crise sanitaire avérée, son intervention en phase réalisation **prendra en compte le risque identifié**. Il s'assure que les entreprises intègrent bien ce risque en réclamant une mise à jour de leurs PPSPS. Il s'assure de la bonne organisation du travail, de la conformité des installations de chantier et du respect des gestes barrières par les intervenants.

6.3. Phase 3 : Réception

Le coordonnateur remet au Maître d'Ouvrage le Plan Général de Coordination mis à jour à la fin des travaux ; il devra être archivé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage. Le coordonnateur complète et, si nécessaire, adapte le DIUO au fur et à mesure de l'avancement du chantier en s'appuyant sur les études d'exécution et en tenant compte du dossier de maintenance remis le cas échéant par le Maître d'Ouvrage. Le coordonnateur remet le DIUO au Maître d'Ouvrage dans un délai fixé dans le présent contrat après avoir reçu de celui-ci ou du groupement tous les plans d'exécution et notes techniques qu'il a demandé.

Le coordonnateur effectue, à la demande du Maître d'Ouvrage, des prestations complémentaires au contrat initial pour suivre les levées de réserves, dans les mêmes conditions d'exécution fixées ci-dessus.

Récapitulatif des livrables demandés

PHASAGE	LIVRABLES DEMANDEES AU CSPS
Phase conception	
PRO	Rapport, avis PRO (pré-PGC) Déclaration préalable
Avant Contractualisation des Marchés Travaux	PGC
Phase de réalisation	
Suivi du chantier	Inspections communes avec les entreprises y compris sous-traitant Tenue du registre journal Mise à jour déclaration préalable Mise à jour PGC Mise à jour DIUO Visites et réunions du collège interentreprises suivant réglementation
Visites du chantier (réunions et visites inopinées)	Avis à intégrer au RJ
Phase réception	
Réception de chantier	Mise à jour registre journal Finalisation PGC Finalisation DIUO

